

Questions
Ouvertes



Aujourd'hui la Russie

Marie ALLIOT-ERASTOV, Maxime PÉTROVSKI,
Jacques SAPIR et Pierre THOREZ

Sommaire

Introduction	6
--------------	---

Histoire et géographie

1 La Russie maîtrise-t-elle son immense espace ?	8
2 Le froid détermine-t-il la vie des Russes ?	12
3 Existe-t-il un modèle de ville post-soviétique ?	18
4 Moscou est-elle une métropole mondiale ?	24
5 La Russie est-elle un pays européen ?	30
6 La révolution d'octobre 1917 : putsch ou mouvement social ?	36
7 Comment peut-on être « pro-stalinien » au début du XXI ^e siècle ?	40
8 L'URSS était-elle une superpuissance ?	46
9 La dissolution de l'URSS était-elle prévisible ?	50

Politique

10 Les institutions russes sont-elles démocratiques dans les faits ?	54
11 Les médias russes sont-ils tous muselés ?	60
12 La société civile relève-t-elle de la manipulation politique ou d'une expression spontanée ?	66
13 Comment les Russes conçoivent-ils la liberté et la démocratie ?	72
14 La guerre en Tchétchénie : emballement malheureux ou erreur criminelle ?	76
15 Le Caucase russe est-il pacifié ?	82
16 La Russie et l'Occident peuvent-ils entretenir des relations de confiance ?	84
17 Pourquoi est-il plutôt bien vu de se dire « patriote » dans la Russie actuelle ?	90
18 Quelle armée pour une « nouvelle Russie » ?	94
19 Les inégalités de développement entre les régions sont-elles une menace pour l'unité du pays ?	100

Économie et société

20 Comment expliquer la grande dépression russe des années 1990 ?	104
21 Comment les grandes fortunes russes se sont-elles constituées dans les années 1990 ?	108
22 Les réformes russes : d'une utopie socialiste à une utopie néolibérale ?	112
23 Plus d'État ou moins d'État dans l'économie russe ?	116
24 L'énorme richesse en matières premières entrave-t-elle une croissance économique équilibrée ?	122
25 L'énergie : un « avantage concurrentiel » ou une arme de politique étrangère ?	126
26 Pourquoi la crise de 2008 a-t-elle été aussi durement ressentie en Russie ?	132

27	Le peuple russe est-il en train de lentement disparaître ?	136
28	L'immigration est-elle une solution face au déclin démographique ?	140
29	La Russie peut-elle surmonter les désastres écologiques dont elle a hérité ?	142
30	Comment le monde agricole s'est-il adapté aux bouleversements politiques des deux derniers siècles ?	148

Culture et mode de vie

31	Littérature classique russe : main tendue à l'Europe ou recherche identitaire ?	152
32	Comment la littérature reflète-t-elle la tragédie du xx ^e siècle russe ?	156
33	Pourquoi les Russes aiment-ils tant chanter ?	162
34	Que reste-t-il du cinéma russe ?	166
35	Les sports : passion de masse ou « opium du peuple » ?	170
36	L'organisation scolaire favorise-t-elle l'épanouissement de la jeunesse ?	174
37	La diversité linguistique : une tour de Babel ?	180
38	La cuisine russe traditionnelle résiste-t-elle à la modernité ?	184

Annexes

1	Le Territoire de la Russie (carte)	190
2	Températures et enneigement (carte)	191
3	Ressources énergétiques (carte)	192
4	Le Caucase (carte)	193
5	Les sujets de la Fédération de Russie	194
6	La démographie de la Fédération de Russie	195
7	Deux poésies de Pouchkine	196
8	Poésies du xx ^e siècle	197
9	Chants russes	202
	Index des noms, lieux, notions	205

Introduction

Il ne fait guère de doutes que l'histoire de la Russie depuis un siècle et demi ait attiré les polémiques aussi bien que l'intérêt. L'épisode soviétique (1917-1991) apparaît ici comme un moment fascinant mais tragique de l'histoire du pays. Il continue d'ailleurs à en conditionner les développements actuels. Le passé soviétique hante toujours la Russie contemporaine parfois pour le meilleur, avec la force d'une industrie qui s'est largement constituée des années trente aux années quatre-vingt du ^{xx}^e siècle, mais aussi parfois pour le pire avec les traces laissées par la répression et le système concentrationnaire.

Sans chercher à rendre compte des débats historiographiques dans toute leur complexité, il était impossible de prétendre traiter de la Russie en excluant les différentes discussions qui continuent d'avoir lieu à son sujet.

Si la période soviétique permet de comprendre ce qu'est la Russie actuelle, il ne faut pas non plus oublier la période immédiatement antérieure. Des années 1860 à 1914 le pays a connu en effet un développement important, souvent contrasté et chaotique, mais qui en avait fait à la veille de la première guerre mondiale une puissance économique supérieure à l'Empire austro-hongrois et équivalente à la France.

En tant qu'Union soviétique, elle a continué à se développer et a atteint l'apogée de sa puissance des années cinquante au début des années quatre-vingt. Elle a fait alors jeu égal avec les États-Unis dans le domaine des techniques avancées (de l'aviation à l'espace en passant par l'atome) mais aussi par sa puissance militaire et sa diplomatie. Les problèmes récurrents d'efficacité économique n'ont commencé à miner cette puissance qu'à partir de la seconde moitié des années soixante-dix, mais ils ont pris une grande importance dans les années quatre-vingts. Cela, combiné au passage d'une société rurale vers une société urbaine, avec ses espérances et ses attentes – en particulier dans le domaine de la démocratie – peut expliquer l'épuisement tant économique et politique qu'idéologique du modèle soviétique et sa chute ultime. En un sens, ayant rempli son rôle historique qui était de conduire la Russie de la ruralité à la modernité industrielle, ce modèle fut victime de son succès.

Si, à la suite de la période de trouble de la « transition » la Russie a dû abdiquer ses prétentions à être une « hyper-puissance » sur le modèle des États-Unis, elle n'en reste pas moins un pays avec lequel il faut compter, une de ces puissances régionales dont l'influence tend d'ailleurs à s'accroître. Cela est, pour partie, le résultat de sa géographie ; la Russie est en effet un pays continent et son histoire en porte la marque. Le plus grand pays du monde

par sa superficie, la Russie est aussi un pays extrêmement divers qui se trouve être au confluent de nombreuses influences. Ainsi, la Russie est à la fois d'Europe et d'Asie, tout en jouxtant le Moyen-Orient ; pays de tradition chrétienne orthodoxe elle est aussi une puissance musulmane et, à ce titre, membre de la Conférence des pays islamiques.

Ce livre entend donc faire le point sur ce grand pays en faisant le point sur les principales questions qui se posent aujourd'hui, et qui ont été rassemblées en quatre parties.

Une première partie est ainsi consacrée à la géographie et à l'histoire, qui sont deux facteurs structurants de la Russie contemporaine. Que ce soit sur l'immensité du territoire, la brutalité du climat, la question des villes et de leur croissance rapide, ou enfin celle du « passé soviétique » on a présenté une série de courts chapitres faisant le point sur les phénomènes de longue durée au sein de la société russe contemporaine.

Une deuxième partie s'interroge sur les aspects politiques de la société russe contemporaine, que l'on a tendance à réduire aujourd'hui au phénomène des oligarques et à celui de la mafia. Si la société russe n'est pas encore démocratique, elle marque une rupture fondamentale avec son passé soviétique et tente d'inventer sa propre conception de la démocratie.

La troisième partie revient sur certaines caractéristiques sociétales de la Russie ainsi que sur son économie, qui clairement est une économie capitaliste, mais qui, tout aussi clairement, représente un capitalisme particulier.

Enfin, la quatrième partie du livre se consacre aux aspects culturels et aux évolutions du mode de vie. C'est l'occasion de se demander pourquoi la Russie apparaît chaque jour un peu plus comme un pays européen, mais aussi comme un pays différent.

Ces différentes parties apporteront au lecteur les connaissances minimales nécessaires sur la Russie. Les auteurs espèrent aussi dissiper un certain nombre de malentendus et donner le goût de recherches ultérieures.

Jacques SAPIR

Le froid détermine-t-il la vie des Russes ?

En bref...

Quelle que soit la mesure retenue, la Russie est le pays le plus froid au monde. En effet, le froid de l'hiver russe est légendaire. Tout le territoire du pays doit supporter le froid en hiver. Dans le Grand Nord, il est permanent. Ce caractère naturel, sans être déterminant, pas plus qu'aucun milieu naturel, influence néanmoins les conditions, les modes et les rythmes de vie, les comportements, les activités humaines et la culture russe.

Un pays dominé par le froid

« Ici nous avons neuf mois d'hiver et trois mois d'été, d'été, d'été... » dit-on en Sibérie. En raison de sa latitude, toute la Russie est sous l'emprise du gel pendant une partie de l'année. Les gelées sont possibles trois cent cinquante jours par an dans le nord de la Sibérie – malgré des records de chaleur à près... de 20 degrés – et plus de cinquante jours par an sur la rivièra de la mer Noire. Cette région est la seule où la température moyenne du mois le plus froid, janvier, voisine zéro degré. La longue période de froid tient à la latitude élevée du pays : en effet, plus de la moitié du territoire de la Russie se situe au nord du 60^e parallèle, qui est la latitude de Saint-Petersbourg, d'Oslo et du nord du Labrador, et plus de 90 % au nord du 50^e parallèle. Qui plus est, la plupart des océans et des mers qui bordent la Russie sont couverts par la banquise, au moins en hiver. Ne restent donc libres de glace que la mer Noire, au sud, et la région de Mourmansk, baignée par l'extrémité de la dérive Nord-Atlantique, au nord [► Annexe 2].

En conséquence, malgré la longueur des côtes, le climat se caractérise par la continentalité et un refroidissement important en hiver. Pendant de longs mois, alors que la nuit polaire progresse vers le sud, la vie végétale et animale se fige. Sur plus de la moitié du pays, le jour ne dure que quelques heures. Le soleil

Permafrost (вечная мерзлота) : désigne le gel permanent et plus particulièrement la partie de la lithosphère, c'est-à-dire de la superficie de la croûte terrestre qui reste gelée tout au long de l'année.

disparaît pendant plusieurs semaines dans le Grand Nord. Les sols, les cours d'eau et les lacs sont gelés. Lorsque vient le printemps, les fleuves entrent en crue, les débits décuplent et des

milliers de kilomètres carrés peuvent être inondés. La partie superficielle du sol dégèle alors qu'il reste gelé en profondeur (c'est le permafrost* ou merzlot) et devient très meuble. Les marais perdurent l'été dans les vastes plaines et dans les vallées.

Le froid et le contraste accentué entre les saisons, propres aux climats continentaux, influencent les biocénoses* et les hommes. Les régions du Grand Nord



© iStockphoto

Vagues de glace sur le lac Baïkal

sont occupées par la toundra, végétation rase de mousses et de lichens, qui couvre 30 % du territoire de la Russie. Elle est bordée au sud par la forêt qui couvre l'essentiel du territoire. La taïga au nord est la plus vaste forêt du monde. Elle s'étend sur 8,5 à 10,5 millions de kilomètres carrés, suivant les critères utilisés, et en tout état de cause plus de la moitié de la Russie. Sur sa frange méridionale, cette immense forêt de conifères cède la place à la forêt mixte (conifères et feuillus). Les régions méridionales plus chaudes sont couvertes par la steppe sur le seul sol riche du pays, le tchernoziom. Le désert borde la basse plaine de la Volga et les rives de la mer Caspienne.

Biocénose : ensemble des espèces vivantes (végétales et animales) dans un lieu.

Toutes les activités humaines sont influencées par la zonalité des milieux et par le froid. Les hautes latitudes induisent un photopériodisme contrasté (longueur des jours en été, des nuits en hiver) dont la culture porte la marque. Le vocabulaire russe est riche pour définir les longs crépuscules et les « nuits blanches » qui sont un élément récurrent de la littérature et des arts picturaux.

Une population significative concentrée dans des régions froides

La température moyenne de janvier à Moscou s'établit à -8°C avec un minimum historique de $-42,4^{\circ}\text{C}$ enregistré en 1940 ! Pour un Moscovite la température de -15 ou -20°C en hiver est tout à fait normale. Mais entre 6 et 7 % de la population russe résident dans le Grand Nord (principalement les territoires situés

au nord du cercle polaire) où les conditions climatiques sont infiniment plus dures. La capitale de la République de Yakoutie, Yakoutsk (268 000 habitants), située au nord de la Sibérie orientale, a une température moyenne en janvier de -43°C . Les minima absolus peuvent descendre à -70°C à Verkhoïansk (même république), ville la plus froide du monde ! sans même parler d'une partie significative de la Sibérie qui n'est pas classée « Grand Nord » mais où le climat est également plus froid par rapport à la partie européenne. La température moyenne de janvier à Irkoutsk (sud de la Sibérie) est par exemple de -21°C . Si la densité de la population dans ces régions est relativement faible, elle est supérieure à ce que l'on peut constater dans des régions froides similaires appartenant à d'autres pays, tels que le Canada, les États-Unis (Alaska) ou la Suède, par exemple.

Le peuplement relativement important des régions éloignées et froides a des explications historiques. L'expansion continue de l'Empire russe, notamment vers l'est et le nord, à partir du xv^e siècle [► Q 5] a fait de la Russie le pays le plus vaste mais aussi le plus froid au monde. Outre la population envoyée en Sibérie par la force (bagnards et exilés), les tsars incitèrent les Russes à s'y installer de par leur propre volonté en leur accordant certains privilèges (la terre notamment) afin d'assurer l'occupation de ces territoires et leur appartenance effective à la couronne. Ainsi, la population de la Sibérie serait passée de 321 000 habitants sous Pierre le Grand à plus de 8,5 millions avant la révolution d'Octobre 1917.

Les bolchéviks donnèrent à la dynamique du peuplement des régions éloignées une dimension nouvelle. Sous Staline, plusieurs millions de Soviétiques furent envoyés dans les camps de travail forcé (les goulags) dont la plupart se trouvaient en Sibérie [► Q 7]. En même temps, plusieurs millions de koulaks ou d'autres « éléments antisoviétiques » (tels que les « nationalistes bourgeois » par exemple) furent déportés en Sibérie et assignés à résidence. Enfin, au début de la Seconde Guerre mondiale, de nombreuses industries furent délocalisées dans l'Est du pays pour échapper à l'occupation nazie ; beaucoup y sont restées.

Après la mort de Staline, ce sont surtout les incitations matérielles qui furent privilégiées par le pouvoir soviétique afin d'augmenter la population des territoires inhospitaliers. Les citoyens qui partaient volontairement travailler dans les régions classées « Grand Nord » bénéficiaient de compensations spécifiques non négligeables. Pour le même emploi, les salaires y étaient deux fois supérieurs par rapport aux autres régions. Par ailleurs, les retraites étaient précoces (50 et 55 ans pour les femmes et les hommes respectivement) et mieux rémunérées, les conditions d'accès au logement nettement plus avantageuses, les congés plus longs, les subventions pour visiter la partie européenne de Russie généreuses, etc. Ces avantages ont été en partie supprimés après l'effondrement de l'URSS ; les conditions de vie se sont donc dégradées ce qui a conduit à des migrations

depuis ces régions vers celles où le climat est plus favorable. Entre 1992 et 2002, la population de la partie asiatique de la Russie s'est réduite de près de 3 millions d'habitants, en partie à la suite de ces migrations. Dans les années 2000, la volonté du Kremlin d'augmenter le peuplement des régions éloignées est de nouveau manifeste, certains avantages de l'époque soviétique (salaires, retraites, logements, etc.) ayant été rétablis.

L'impact du froid sur les transports et les échanges.

Les conditions hivernales exercent de fortes contraintes sur de nombreuses activités. Les transports sont particulièrement affectés. Longtemps les Soviétiques ont privilégié l'usage des moteurs à essence pour les camions, car cette dernière résiste mieux au gel que le gasoil. Les grandes villes et notamment Moscou sont équipées de puissants moyens de déneigement. Des lieux sont aménagés hors de la ville pour le stockage de la neige déblayée des chaussées. Les aéroports disposent de moyens pour déneiger les pistes, les taxi-ways et les tarmacs. Les voies ferrées, notamment les aiguillages, doivent faire l'objet d'un entretien renforcé. Le matériel doit supporter les grands froids. La navigation fluviale est bloquée. Il n'est pas d'usage d'utiliser des brise-glaces sur les canaux et les cours d'eau, soit parce que la quantité d'eau qui continue de s'écouler sous la glace n'est pas suffisante, soit parce que la manœuvre des écluses est impossible, au risque de casser le matériel.

Lorsque la banquise couvre la mer, l'accès aux ports maritimes de la Baltique, de la mer Blanche et de l'Extrême-Orient se fait en convois derrière des navires brise-glaces. L'utilisation de navires de classe glace à coque renforcée est obligatoire. Les autorités soviétiques ont consacré beaucoup de moyens et d'efforts pour rendre accessibles à la navigation de commerce les côtes de l'océan Arctique, au moins saisonnièrement, voire toute l'année. La « Route maritime du nord » (*Северный морской путь*) était indispensable au désenclavement des régions bordières, riches en ressources minérales, et des bases stratégiques circumpolaires. À partir des années 1980, elle a été ouverte toute l'année jusqu'à l'embouchure de l'Ienisseï pour donner un accès permanent au port de Doudinka qui dessert le complexe minier de Norilsk, la ville la plus septentrionale du monde. Cependant, en 1992, la Russie a cessé de financer l'entretien des stations météorologiques, l'observation aérienne de la banquise et le fonctionnement des brise-glaces à propulsion nucléaire. Le trafic a chuté parallèlement à la fermeture de plusieurs bases aériennes et de centres miniers pionniers, délaissés par les capitaux publics et privés. Depuis les années 2000 la Russie manifeste à nouveau son intérêt pour le Grand Nord et pour la Route maritime du nord dont l'utilisation peut bénéficier des changements climatiques et du recul de la

banquise. Un nouveau brise-glace nucléaire, dont la mise en chantier avait débuté du temps de l'URSS, a été achevé et livré. L'État a décidé de financer de nouveau le fonctionnement du *Sevmorput*. La navigation est en effet indispensable au développement des activités des grandes entreprises telles Gazprom, Lukoil et Norilsk-Nickel qui exploitent les ressources des régions arctiques ► Q24], y compris depuis quelques années le pétrole et le gaz de la plateforme continentale de la mer de Kara.

Les fleuves et les marais quant à eux peuvent être utilisés en hiver pour le remorquage de lourdes charges. Au XIX^e siècle déjà, avant la construction de la voie ferrée de contournement du lac Baïkal, une voie était posée sur les eaux gelées du lac pour permettre le passage des trains du chemin de fer Transsibérien. De même lors du siège de Léninegrad, pendant la Seconde Guerre mondiale, la ville fut ravitaillée par une voie ferrée et des routes posées sur les glaces du lac Ladoga. Ainsi s'il exerce une forte contrainte, le froid devient, dans certaines circonstances, un allié précieux. De même, le froid devient un objet ludique lorsque la couverture neigeuse et la glace permettent aux citoyens de chausser les skis ou les patins pour leur loisir, pratique courante dans le pays.

En fait la période la plus délicate est celle du dégel. Les crues sont spectaculaires, surtout sur les cours d'eau qui s'écoulent vers le nord et sur lesquels la vague de crue provenant du dégel en amont atteint en aval une région encore gelée. Les sols gorgés d'eau deviennent spongieux. Les routes se transforment en fondrières au point de devenir impraticables dans certaines régions. Les trains doivent circuler à faible vitesse. Les oléoducs et gazoducs subissent des déformations capables de provoquer des ruptures dangereuses pour l'environnement. Les pistes des aéroports subissent aussi des dégradations qui peuvent obliger à interrompre leur usage. Les bâtiments sont fragilisés dans les régions de permafrost où seule la partie superficielle du sol dégèle ► Q29]. Des études sont d'ailleurs menées afin d'estimer le coût du « réchauffement climatique » au niveau immobilier.

Evidemment, toutes ces contraintes – auxquelles s'ajoute la simple nécessité de chauffer les bâtiments résidentiels et industriels bien plus qu'ailleurs – ont un coût économique, même si celui-ci est difficilement chiffrable. Certains chercheurs russes avancent même que le caractère « naturel et éternel » du froid russe justifie l'autarcie du pays par rapport à l'économie internationale : selon eux, les produits fabriqués en Russie sont condamnés à être plus chers que ceux des concurrents étrangers tout simplement parce qu'ils intègrent un coût supplémentaire lié au froid. D'autres estiment que le froid ne représente pas que des désavantages (par exemple, on chauffe plus mais on refroidit moins) et que son impact réel sur la compétitivité des industries est marginal,

notamment par rapport aux facteurs technologiques et aux taux de change. D'autres encore pensent que la géographie économique de la Russie a été distordue par les effets de la répression stalinienne et de la planification centrale qui font de la Russie un pays nettement plus froid pour sa population que ce qu'elle devrait être. Ainsi, le « surpeuplement » de la Sibérie et de l'Extrême-Orient aurait pu atteindre, selon certains chercheurs occidentaux, 16 millions d'habitants, c'est-à-dire que ces territoires auraient eu autant d'habitants en moins dans les années 2000 si l'URSS n'avait pas poursuivi des politiques contraignantes pour y « fixer » les citoyens⁽¹⁾. Selon cette vision, le problème du froid n'est pas éternel ; il suffit de laisser les forces du marché « agir dans le bon sens » et les corrections s'opéreront de manière spontanée, les individus quittant les régions froides pour aller vers des régions plus chaudes.

L'impact du froid sur les autres activités et sur la vie quotidienne

Les rigueurs de l'hiver génèrent des surcoûts par rapport aux régions au climat plus clément. Ainsi les besoins en chauffage sont considérables et augmentent la consommation d'énergie. Les habitants doivent se couvrir de vêtements chauds et se chausser pour marcher sans encombre dans le froid et la neige. Le gel interrompt fréquemment l'activité des chantiers du bâtiment (le béton gèle en cours de coulage).

Le froid influence aussi les activités agricoles. Le gel tardif ou précoce réduit la saison végétative. Les céréales cultivées sont soit résistantes au gel (seigle et orge), soit elles sont semées au printemps pour être récoltées à la fin de l'été. Ces variétés dites de printemps, donnent des rendements inférieurs à celui des variétés dites d'hiver que l'on cultive sous des climats plus tempérés. Sur tout le territoire, à l'exception des steppes du Caucase du Nord et des bords de la mer Caspienne, il est indispensable de rentrer le bétail pendant l'hiver et de constituer des réserves suffisantes de fourrage. En l'absence de vigne, hors quelques vignobles dans le Caucase, la boisson alcoolisée traditionnelle, la vodka, est distillée à partir de grains. Comme dans de nombreux pays où le vin n'est pas produit, la consommation d'alcool est élevée. Mais cela est-il à mettre en relation avec le froid ?

Note

1. Gaddy CLIFFORD, Hill FIONA, *The Siberian Curse. How Communist Planners Left Russia Out in the Cold*, The Brookings Institution Press, Washington DC, 2003, 303 p.

La Russie est-elle un pays européen ?

À cette question récurrente le débat entre les intellectuels offre deux types de réponse : « Oui, mais pas seulement » ou « Non, mais un peu tout de même. » La Russie partage avec l'Europe une grande partie de son histoire et sa culture est profondément marquée par l'héritage européen. Pourtant, elle constitue aussi une civilisation à part et une puissance aux ambitions considérables, dont les élites restent partagées sur l'attitude à adopter vis-à-vis de l'Occident.

La Russie, héritière directe de la Rus' kiévienne ou du projet politique de la Horde d'Or ?

L'invasion tataro-mongole entre 1237 et 1240 marque la fin de ce que l'on appelle l'ancienne Russie ou la Rus' kiévienne. La plupart des principautés russes seront asservies comme vassales à la Horde d'Or* pendant deux siècles et demi et soumises à un lourd tribut.

Sous le joug mongol, la principauté de Moscou (la Moscovie), en grande partie grâce à l'habilité de ses dirigeants, connaît un essor politique remarquable. D'abord alliée fidèle des Mongols, elle rassemble autour d'elle les principautés

La Horde d'Or (Золотая Орда) : un empire turco-mongol gouverné par des descendants de Gengis Khan, qui se constitua durant les XIII^e et XIV^e siècles et engloba entre autres la plupart des principautés russes. Les conflits politiques internes conduisirent à son morcellement dès la première moitié du XV^e siècle.

russes pour se libérer définitivement en 1480 de sa dépendance à l'égard de la Horde d'Or (elle-même déjà en fort déclin depuis le milieu du XV^e siècle). Au XVI^e siècle, Ivan, dit le Terrible, conquiert les principaux royaumes de la Horde et repousse les frontières russes à l'est.

Moscou rassemble donc les terres russes, mais elle s'empare également d'une grande partie des anciens territoires dominés par les Mongols. Dès lors

« C'est dans le marécage sanglant de l'esclavage mongol et non dans la rude gloire de l'époque normande que se trouve le berceau de la Moscovie, et la Russie moderne n'est qu'une métamorphose de la Moscovie. »

Karl Marx⁽¹⁾

la question se pose : reste-elle vraiment russe ou devient-elle... autre chose ?

Le débat sur ce sujet se poursuit depuis des siècles et n'est pas près de s'arrêter. Certains voient dans la Moscovie l'héritière directe du projet politique de la Horde d'Or de dominer le monde par la violence.

Les différences civilisationnelles de la Russie avec l'Occident seraient insurmontables, car ce pays serait intrinsèquement lié au despotisme oriental, ce qui expliquerait son penchant naturel pour l'autocratie.

« Il ne fait pas de doute que le schisme nous a séparés du reste de l'Europe et que nous n'avons pris part à aucun des grands événements qui la secouait, mais nous avions une autre et particulière prédestination. C'est la Russie et ses interminables espaces qui ont absorbé l'invasion mongole. Les Tatars n'ont pas osé franchir nos frontières occidentales et nous laisser derrière. Ils ont reculé vers leurs déserts, et la civilisation chrétienne fut ainsi sauvée. »

Alexandre Pouchkine⁽²⁾

D'autres insistent sur les origines européennes de la Russie héritées de la Rus' Kéviennienne et sur la continuité ethnique, culturelle et même dynastique entre les deux États. Ils considèrent l'occupation mongole comme une malheureuse parenthèse historique. La Russie se serait ainsi « sacrifiée » pour l'Occident en arrêtant les Mongols, mais cette invasion aurait fait régresser le pays et exercé une influence nocive sur sa tradition politique. La Russie

ferait néanmoins partie intégrante de la civilisation européenne.

Enfin, d'autres encore assument et revendiquent l'héritage mongol. Selon eux, la Russie serait une grande puissance eurasiennne qui aurait poursuivi, à bon escient, le projet politique ambitieux des Mongols et créé un pôle de résistance mondiale à l'hégémonie culturelle et à l'arrogance du projet universaliste de l'Occident.

Un pays chrétien... mais pas comme les autres

Pour ceux qui défendent l'idée d'une Russie européenne, l'argument principal est qu'elle partagerait l'héritage judéo-chrétien commun avec l'Europe. Toutefois, pour les contradicteurs de cette conception, la religion est précisément le facteur explicatif clé de bien des différences entre la Russie et l'Occident, notamment sur le plan des valeurs et de la vision du monde.

La Russie n'est pas un pays chrétien jeune. Quand le grand prince Vladimir s'allie à Byzance, il se convertit au christianisme orthodoxe et impose cette religion à son peuple à la fin du ^x^e siècle. Celle-ci est farouchement anti-latine et anti-catholique. Son implantation en Russie coïncide en effet avec le grand schisme de 1054 qui vit la séparation officielle de l'Église d'Occident (catholique) et de l'Église d'Orient (orthodoxe).

Après la chute de Constantinople au ^{xv}^e siècle, l'Église russe se proclame indépendante et se positionne comme l'unique et dernière héritière légitime de Byzance. Son anti-catholicisme se confond souvent avec l'anti-occidentalisme. Cette idéologie sert d'ailleurs à justifier les projets géopolitiques ambitieux des tsars russes – projets qui vont émerger à partir des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles : les Russes seraient moralement supérieurs justement parce qu'ils ont préservé le christianisme originel dont le peuple et lui seul serait porteur. La religion de Byzance et l'héritage autocratique mongol se combinent alors pour justifier la spécificité, voire le caractère unique des Russes (*народность*, soit « l'esprit de nation »).

Ces éléments sont à la base de l'idée nationale russe qui prend forme au XIX^e siècle et est généralement résumée par le célèbre triptyque : orthodoxie, autocratie, « esprit de nation ».

L'occidentalisation sous Pierre le Grand

Pierre le Grand, qui règne de 1694 à 1725, entreprend une modernisation et une « occidentalisation » forcée de la Russie. Le sentiment profondément anti-occidental du monde clérical russe, qui imprègne également le peuple et une partie des élites, le pousse à placer l'Église sous le contrôle de l'État. Le tsar crée ainsi le Saint Synode, qui est animé par un procureur général nommé par lui.

Pierre entame une série de réformes profondes avec l'ambition de rattraper l'énorme retard de la Russie par rapport aux pays européens les plus avancés. Le gouvernement, l'armée, la flotte, la monnaie, l'industrie sont réformés de fond en comble pour correspondre aux standards européens.

Les conquêtes territoriales considérables du tsar dans le Nord-Ouest aux dépens de la Suède, consécutives à la Guerre du Nord, et l'intensité croissante des contacts entre les Russes et les Européens font que la Russie est de plus en plus perçue en Occident comme une puissance européenne. Ainsi, même

dans le monde occidental la notion d'Europe évolue pour englober désormais les territoires jusqu'à l'Oural.

Cette période de modernisation et d'occidentalisation apparente du pays s'accompagne pourtant d'un durcissement des conditions de vie de la population, notamment des paysans. L'occidentalisation crée en réalité deux Russies : celle des seigneurs occidentalisés et celle de tous les autres. Pour les détracteurs de Pierre le Grand, ses réformes font plus de mal que de bien : l'occidentalisation des élites entraîne le développement d'un sentiment profondément anti-occidental dans le peuple. Les auteurs « eurasiens » vont plus loin et affirment que le règne de Pierre constitue le début de l'occupation germano-romaine de la Russie qui durera jusqu'à la révolution d'Octobre. Dans cette optique, les élites russes sont perçues comme une « administration coloniale » des « civilisateurs occidentaux » mandatés pour surveiller le « peuple sauvage ».



Statue de Pierre le Grand (Saint Pétersbourg)

Poursuite de l'occidentalisation aux XVIII^e et XIX^e siècles

La Grande Catherine, qui règne de 1762 à 1796 en « autocrate éclairée » favorise le développement des arts, invite des architectes et des scientifiques européens en Russie, correspond avec Diderot et Voltaire. Diderot passe cinq mois à la cour pour rédiger des propositions de modernisation dans tous les domaines. La noblesse russe s'occidentalise davantage et le français devient la langue de communication définissant l'appartenance à une élite.

La vocation européenne de la Russie s'affirme davantage au début du XIX^e siècle lorsqu'Alexandre I^{er} participe aux guerres napoléoniennes et figure parmi les fondateurs de la Sainte-Alliance. Sous le règne d'Alexandre II, dit le Libérateur (1855-1881), la Russie se rapproche encore plus de l'Europe, avec l'abolition du servage, l'introduction des *zemstvos*^{*}, le développement des universités et la contribution de la culture russe au patrimoine culturel européen et mondial.

Zemstvo (земство) : assemblées provinciales créées en 1864 qui regroupaient des représentants de la noblesse et de la bourgeoisie locales puisqu'élus au suffrage censitaire : seuls ceux qui payaient un cens (impôt) avaient le droit de se présenter. Les *zemstvos* furent abolis après la Révolution de 1917.

À la suite de l'assassinat de son père en 1881, Alexandre III introduit de nombreuses dispositions autoritaires (comme l'interdiction des syndicats et des partis politiques, le renforcement de la censure, etc.), mais il n'arrête pas le

mouvement de modernisation économique du pays. Ses réformes économiques conduisent au développement des industries et à la construction rapide d'infrastructures, notamment des chemins de fer : du coup le rapprochement culturel et politique de la Russie avec l'Occident continue et le pays se trouve engagé dans une dynamique de rattrapage économique. Cette dynamique est toutefois largement insuffisante et surtout déséquilibrée. La situation va s'aggraver fortement sous le règne de Nicolas II. Le régime politique des tsars se trouve incapable de répondre aux aspirations du peuple et des élites dont certains membres commencent à soutenir activement les mouvements révolutionnaires ► Q6].

La révolution d'octobre 1917, puis la guerre civile remportée par les bolchéviks signent la fin des tentatives d'occidentalisation de la Russie. Une nouvelle civilisation quasi-autarcique naît aux confins du vieux continent, qui coupe la Russie du monde occidental par un « rideau de fer » pendant près de sept décennies.

Le « choix européen » pour la Russie est-il possible et souhaitable ?

On le voit, sa trajectoire historique spécifique fait de la Russie une civilisation à part, certes proche de la civilisation occidentale, mais avec de fortes différences qui subsistaient même à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles lorsque la Russie s'était le plus rapprochée de l'Europe. Pour cette raison, les historiens attachés

à une analyse de type civilisationnel, tels que Toynbee⁽³⁾, classent la Russie comme une civilisation particulière qui n'appartient pas au monde occidental :

« Soyons clairs, le Russe est une personne délicieuse, pour autant qu'il reste dans sa chemise... C'est lorsqu'il insiste pour qu'on le traite comme le plus oriental des peuples occidentaux et non comme le plus occidental des peuples orientaux, qu'il devient une anomalie ethnique avec laquelle il est extrêmement difficile de traiter. »

Rudyard Kipling⁽⁴⁾

elle n'est ni l'Europe, ni l'Asie, mais une civilisation spécifique « slave orthodoxe ».

Aujourd'hui, alors que le régime soviétique n'est plus et que le monde se globalise, la Russie peut-elle faire le choix européen comme l'ont fait les pays d'Europe centrale et orientale ? Poursuivre et – enfin – achever

le mouvement d'occidentalisation qui ferait d'elle un « pays normal » comme le souhaite un bon nombre d'intellectuels russes, est-ce possible seulement par la volonté politique ? La question est d'autant plus pertinente que la Russie se trouve « coincée » entre deux pôles d'influence qui vont sans doute jouer un rôle dominant au XXI^e siècle : l'Union européenne et la Chine.

Force est de constater que la situation reste largement indéterminée à ce stade. Les élites économiques et politiques russes, elles, ont depuis longtemps fait leur choix en faveur de l'Occident (après tout, si les hommes d'affaires russes s'exilent généralement à Londres ou à New York, on les voit peu à Pékin ou Shanghai, sauf pour les affaires). Toutefois, ce choix ne repose pas actuellement sur une stratégie politique identifiable à moyen ou long terme. La Russie continue à hésiter alors que le temps historique joue contre elle. Ces hésitations existentielles et identitaires génèrent des incompréhensions mutuelles, que ce soit avec les pays occidentaux ou avec les républiques post-soviétiques.

L'ambition affichée des élites russes serait de maintenir la spécificité civilisationnelle du pays et d'être l'un des centres d'attraction dans le futur monde multipolaire, une sorte de pont entre l'Asie et l'Europe, l'Occident et l'Orient. Cet objectif n'est pas inatteignable, mais des doutes sont permis sur les ressources économiques, démographiques et culturelles dont dispose le pays pour prétendre à un tel rôle. Au vu du nombre et de l'ampleur des problèmes, dont certains seulement sont mentionnés dans cet ouvrage, une forte mobilisation en vue d'accélérer la modernisation du pays s'imposerait.

En réalité, le choix entre l'Europe et la Chine est intuitivement évident par plupart des Russes, mais le choix stratégique européen se heurte à des réalités difficiles à surmonter.

L'intégration de la Russie dans l'Europe, ne serait-ce que partielle, suppose en effet la reconnaissance de la supériorité intrinsèque des valeurs de l'Occident, ce à quoi le pouvoir russe ne semble pas prêt à ce stade, comme l'atteste le

discours sur la pluralité des modèles démocratiques et sur la « démocratie souveraine » [► Q 16]. Objectivement, son histoire lui a conféré une autre conception des droits de l'homme, de certains événements historiques et de divers enjeux éthiques.

En outre, l'intégration de la Russie dans l'espace européen, quelle qu'en soit la forme, risque de compliquer la construction européenne en cours. Le poids économique et démographique du pays, ainsi que ses dimensions et les difficultés d'administrer un territoire aussi gigantesque, constituent autant de facteurs générateurs de déstabilisation.

Enfin, une telle intégration suppose la création d'une zone de libre échange, ce qui est difficilement compatible avec les ambitions modernisatrices des autorités russes. La modernisation économique du pays, telle que conçue par le Kremlin, ne peut que reposer sur des secteurs à haute valeur ajoutée, ce qui nécessite des politiques néo-mercantilistes de soutien à certaines industries bien ciblées. Le libre échange rend une telle politique quasiment impossible. L'intégration de la Russie dans l'Europe en l'état risque donc de renforcer sa spécialisation dans les secteurs des matières premières et de verrouiller la trajectoire du développement rentier [► Q 24].

Ce qui précède ne signifie pas cependant que la Russie et l'Europe ne doivent pas se rapprocher et refuser tout projet d'intégration à long terme. La perspective idéale serait un travail commun et patient sur la convergence des valeurs et sur la mise en œuvre de politiques économiques volontaristes, auxquelles l'Europe pourrait participer en tant que partenaire privilégié. Lorsque le niveau de vie des Russes se sera rapproché de la moyenne européenne, des projets d'une intégration plus poussée pourraient être envisagés. À l'heure actuelle, nous en sommes loin.

Pour en savoir plus

- Hélène CARRIÈRE D'ENCAUSSE, *L'empire d'Eurasie. Une histoire de la Russie de 1552 à nos jours*, Paris, Fayard, 2005.
- Martin MALIA, *L'Occident et l'énigme russe : du cavalier de bronze au mausolée de Lénine*, Paris, Seuil, 2003.
- Alexandre TCHOUBARIAN, *La Russie et l'idée européenne*, Paris, Édition des Syrtes, 2009.

Notes

1. Karl MARX, *Révélation sur l'histoire diplomatique du XVIII^e siècle*, Œuvres, tome 4 (Politique), chapitre 4, bibliothèque de la Pléiade, Paris, 1994. Seul ouvrage de Marx censuré en URSS.
2. Alexandre POUCHKINE dans sa lettre à Tchaadaïev, le 19 octobre 1836.
3. Arnold TOYNBEE, *The Impact of the Russian Revolution 1917-1967. The Influence of Bolshevism on the World Outside Russia*, Oxford, Oxford University Press, 1967.
4. Rudyard KIPLING, « Life's Handicap » *The Man Who Was*, 1891.

Plus d'État ou moins d'État dans l'économie russe ?

Les années 2000 ont été celles du retour en force de l'État dans la vie économique du pays. Si le constat de ce retour est partagé par les spécialistes, ses effets font débat. Fustigé par certains comme la restauration du soviétisme susceptible d'alimenter l'arbitraire et la corruption généralisée des fonctionnaires, le renforcement de la puissance publique est mis en avant par d'autres comme facteur de stabilité et de développement.

Le rétablissement du contrôle sur la rente des matières premières et la remise en cause de fait des privatisations

Le retour de l'État russe dans la vie économique du pays se manifeste d'abord par une extension marquée de la propriété publique. La tendance s'est accélérée sensiblement depuis 2004 : le poids du secteur public dans l'économie serait ainsi passé de 20 à 30 % entre 2003 et début 2006⁽¹⁾. De fait, cette évolution traduit une remise en cause – certes partielle et extrêmement sélective – des résultats des privatisations des années 1990 [► Q 21]. Le Kremlin a proposé aux oligarques une sorte de nouveau « contrat social » : ils pouvaient conserver la propriété des entreprises acquises dans les années 1990 de manière largement illégitime (et parfois carrément illégale) en échange de leur retrait complet de la sphère politique, d'un partage partiel de la rente avec l'État et d'un droit de contrôle par les autorités sur toute décision de transfert complet ou partiel des titres de propriété des grandes entreprises stratégiques à des tiers, notamment à des étrangers.

La révision du *statu quo* des années 1990 concernait les oligarques russes autant que les multinationales étrangères. Des méthodes « administratives » notamment des enquêtes fiscales et des contrôles des services de protection de l'environnement, ont été mises en œuvre contre les récalcitrants. Les moins coopérants d'entre eux, ceux qui, aux yeux du pouvoir, refusaient les termes du « nouveau contrat social » ont dû prendre le chemin de l'exil (comme Bérezovski ou Goussinski) ou ont été condamnés à de lourdes peines de prison, à l'image du célèbre oligarque Mikhaïl Khodorkovski [► Q 10, p. 58]. La mise au pas des oligarques a d'ailleurs reçu un large soutien de la population et renforcé la popularité du président Poutine.

Mais à part ces mesures d'expropriation de fait, l'extension de la propriété publique dans la Russie des années 2000 s'est également appuyée sur les

Le quartier général
de Gazprom à Moscou.

mécanismes du marché, par le biais de l'achat, par les entreprises contrôlées par l'État, de participations majoritaires dans les sociétés privatisées au cours des années 90. De grandes entreprises publiques, telles que Gazprom (géant gazier), Rosneft (société pétrolière publique) ou Rosoboronexport (exportateur d'armements), sont ainsi devenues des instruments privilégiés du pouvoir pour appliquer cette nouvelle politique.

L'objectif principal de cette politique a été la reprise en main par l'État du contrôle de la rente générée par les ventes d'hydrocarbures, jugée stratégique à plusieurs titres. Sur le plan géopolitique d'une part, il s'agissait de maîtriser les prix du gaz à l'exportation [► Q 25] et d'attribuer à Gazprom le monopole des exportations de gaz, pour en faire un véritable outil de politique extérieure, comme l'ont montré les négociations conflictuelles avec l'Ukraine et le Belarus. Sur le plan économique d'autre part, les flux de richesses considérables générés par ce secteur dans un contexte de forte hausse des prix mondiaux ont renforcé la volonté du pouvoir de modifier le partage de la rente en sa faveur afin notamment de financer une politique industrielle relativement ambitieuse.



L'émergence d'une politique industrielle active

Dans les années 2000, les autorités russes ont en effet affiché l'ambition de reconstruire un appareil productif national autonome, quasiment laminé durant la décennie précédente. Cette reconstruction reposait sur trois piliers principaux : la (re)constitution de conglomerats intégrés, la mise en place de « grands projets nationaux » et la mobilisation du secteur financier public.

La création de « champions nationaux » avait pour but non seulement de garantir la présence active du pays dans des secteurs jugés vitaux pour sa sécurité économique et politique, mais aussi de créer des « locomotives » de la croissance économique capables d'entraîner le développement d'autres secteurs d'activité. L'État russe a ainsi impulsé la constitution de puissants conglomerats sous contrôle public majoritaire capables de concurrencer à terme les leaders internationaux de l'aéronautique, de l'industrie automobile, de la construction navale, de l'industrie nucléaire, du transport aérien, du BTP, de l'armement, etc. Par ailleurs, l'État russe a usé de son autorité et de divers moyens de coercition pour susciter la consolidation ou la création de champions nationaux sous contrôle privé. En ont bénéficié les secteurs de l'industrie chimique et de la métallurgie où la concentration des actifs a permis la constitution de firmes de taille mondiale.

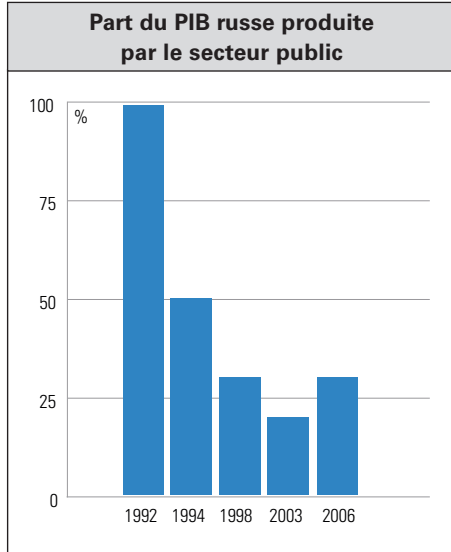
Parallèlement, le lancement de « grands projets » dans les années 2000 avait pour ambition de démontrer aux yeux du monde les performances de l'économie russe à la frontière technologique et de stimuler la demande de produits industriels sur le marché intérieur. Ainsi, le projet de navigation GLONASS qui signifie en russe « Système planétaire de navigation assistée par satellite », équivalent du GPS, a été remis en chantier et une entreprise publique dans le domaine des nanotechnologies, Rosnano, a été créée. En même temps, dans le cadre de quatre grands projets nationaux, l'État a encouragé la diversification industrielle par le financement d'une augmentation de la demande publique dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de l'agriculture.

Enfin, en tant qu'actionnaire majoritaire de plusieurs grandes banques, l'État russe a pris diverses mesures pour assurer une meilleure canalisation de l'épargne vers les activités productives.

Un succès mitigé et fragile

Le renforcement du rôle de la puissance publique dans l'économie a coïncidé avec une nette amélioration de la situation du pays. De 1999 à la crise de 2008-2009, la Russie a obtenu des résultats macroéconomiques enviables : des taux de croissance annuels moyens du PIB autour de 7 %, le doublement des salaires réels, un recul du chômage et des excédents commerciaux et publics impressionnants. Le contraste est saisissant par rapport à la décennie « noire » de 1990.

Pourtant, si l'amélioration sensible des indicateurs économiques et sociaux dans les années 2000 est un fait indubitable, le bilan de cette période reste contesté et globalement mitigé. La croissance russe semble avoir reposé d'abord sur l'effet stimulateur de la forte dévaluation du rouble en 1998 et ensuite, en grande partie, sur l'envol des cours des hydrocarbures et des produits de l'industrie métallurgique. Sur le plan interne, le dynamisme de la demande a d'abord profité aux secteurs qui se trouvent à l'abri de la concurrence internationale, tels que la construction, le commerce et l'immobilier ► Q26]. En revanche, la modernisation des entreprises et des infrastructures délabrées héritées de l'URSS a progressé de manière notablement insuffisante, faute des investissements nécessaires. La faiblesse de ceux-ci, en comparaison avec ceux d'autres « pays émergents » tels que la Chine ou l'Inde, est très préoccupante. En somme, on peut considérer que la Russie a plutôt vécu une décennie de « récupération » que de rattrapage.



Source : Rosstat

Quel modèle de développement ?

Ces éléments amènent à conclure que la Russie n'est toujours pas sortie du verrouillage rentier et oligarchique des années 90. L'économie russe est un système hybride, marqué par son passé soviétique, mais aussi et surtout par les politiques brutales du pouvoir politique des années Eltsine qui visaient à construire une économie de marché « parfaite » tout en agissant contre les effets socialement dévastateurs générés par ces mêmes politiques. À la mise en œuvre de cette politique contradictoire se sont ajoutés au cours de la décennie suivante d'autres éléments d'incohérence dans l'action publique qui n'ont pu que nuire à un développement économique équilibré de la Russie. On peut citer plus particulièrement la poursuite de leurs intérêts bien compris par certains groupes oligarchiques, les visées géostratégiques de l'État russe, ainsi que les préférences

idéologiques personnelles de plusieurs membres clés du gouvernement. Certains d'entre eux étaient en effet partisans d'un grand libéralisme économique, alors que d'autres avaient un penchant net pour une intervention poussée de l'État.

Beaucoup d'observateurs considèrent que la violence de la crise de 2008-2009 a amplement démontré les failles et la fragilité du modèle économique promu par le pouvoir russe dans les années 2000.

L'idée de passer à une économie dont la croissance serait portée par l'innovation et les secteurs à haute valeur ajoutée est évidemment très consensuelle ; le message sur la « modernisation du pays » est d'ailleurs fermement et constamment martelé au sommet de l'État. Toutefois, la question reste ouverte sur les moyens d'infléchir la trajectoire d'un développement qui mettrait le pays sur le chemin d'une croissance soutenable et moins dépendante des cours mondiaux des matières premières.

Une partie des élites russes privilégie toujours un modèle libéral de développement économique dont la base serait la compétition et la régulation marchande. Selon cette conception, les problèmes économiques de la Russie actuelle proviendraient avant tout de la nature de l'exercice du pouvoir politique, et plus précisément de l'absence d'un véritable État de droit [► Q 10], de l'interventionnisme excessif des pouvoirs publics dans l'économie et de la faiblesse de la législation régissant le droit de propriété. Ces facteurs seraient, avec d'autres, à l'origine de la corruption endémique et du manque d'esprit d'innovation qui compromettent toute chance de véritable réussite économique et de modernisation du pays à terme. Le redressement économique de la Russie dans les années 2000 s'expliquerait donc exclusivement, dans cette optique, par l'augmentation des prix des matières premières et les effets bénéfiques – retardés – des réformes des années 1990.

Mais la majorité des élites russes (et notamment les plus puissantes d'entre elles) semble se prononcer dans les années 2000 en faveur d'une voie de développement dans laquelle l'État continuerait à jouer un rôle moteur, dans la ligne des politiques économiques adoptées par certains pays européens et asiatiques de l'après-guerre avec les succès que l'on sait. Selon cette vision, il ne serait pas réaliste d'attendre que les secteurs à haute valeur ajoutée se développent d'une manière spontanée, ce qui justifie qu'ils bénéficient d'un soutien public actif. Le développement de ces secteurs paraît d'autant plus important que la Russie ne peut compter sur la faiblesse de la valeur de sa monnaie nationale pour favoriser la compétitivité de ses entreprises, comme l'ont fait de nombreux pays asiatiques (dont la Chine moderne), en raison de la hausse tendancielle du prix des matières premières, lesquelles constitueront encore pour de nombreuses années la plus importante partie des exportations [► Q 24].

Dans ce contexte, une spécialisation sur les niches à très haute valeur ajoutée, moins sensibles aux effets de variation du taux de change, serait une perspective prometteuse, mais elle supposerait en contrepartie l'existence d'une main d'œuvre hautement qualifiée et d'un consensus social permettant une plus forte implication de la population dans les processus d'apprentissage et de production. Une telle stratégie appellerait toutefois de profondes inflexions de la politique sociale (visant la réduction des inégalités, avec des investissements nettement plus élevés dans l'éducation et la santé), ainsi qu'une libéralisation de la vie politique (avec le renforcement des syndicats et de la société civile). Il n'est pas sûr que les tenants de ce modèle de développement en soient complètement conscients.

Enfin, l'implication active de l'État russe dans la vie économique du pays paraît réversible. L'extension de la propriété publique s'est effectuée sans remise en cause formelle des privatisations opérées dans les années 1990 si bien que les entreprises passées dans le giron public peuvent aisément retourner dans le giron privé. Avant de devenir président, Dmitri Medvedev a déjà déclaré à plusieurs reprises qu'« une partie significative des fonctions assumées par l'État devrait être prises en charge par le secteur privé ». En 2010, ces déclarations ont eu une traduction politique concrète : un nouveau grand programme de privatisations serait lancé à partir de 2011 et toucherait de nombreuses entreprises « stratégiques » (dont des banques) . Même si la privatisation de beaucoup d'entre elles ne serait que partielle et que le contexte économique plus tendu y pousse, il s'agirait d'un tournant par rapport à la politique menée sous la présidence de Vladimir Poutine.

Pour en savoir plus

- Cédric DURAND, Maxime PETROVSKI, « Un développementalisme russe ? Les limites du retour de l'État-producteur », *Autrepart*, 2008, 48 (4), pp. 51-66.

Note

1. Voir à ce sujet *Expanding state ownership in the Russian Federation*, OCDE, 2006.
<http://www.oecd.org/dataoecd/27/44/37732242.pdf>.

Comment la littérature reflète-t-elle la tragédie du xx^e siècle russe ?

En bref...

La floraison de talents poétiques du début du siècle s'oppose de manière dramatique au silence forcé des auteurs de la période soviétique, bâillonnés par la censure. La littérature officielle de l'Union soviétique, conçue dans les normes du réalisme socialiste et diffusée à des tirages gigantesques, trouve son pendant dans les œuvres des écrivains dissidents et prohibés, qui osent dire la vérité et dont les œuvres sont lues en cachette. Et pourtant, la postérité retiendra précisément ces œuvres interdites ou mutilées par la censure : tel est le paradoxe de ce xx^e siècle littéraire.

Le siècle d'argent de la poésie russe

Le début du xx^e siècle voit fleurir en Russie une pléiade de talents poétiques. Cette renaissance, appelée « siècle d'argent » (*серебряный век*) en référence à l'« âge d'or » pouchkinien, présentant une diversité remarquable de courants et d'idées, sera le chant du cygne de cette « *Russie qui s'en va* »⁽¹⁾.

Le symbolisme français influence la poésie russe. Les symbolistes cherchent à hypnotiser le lecteur par une série d'images juxtaposées. Le symbolisme réagit contre les idées moralistes de Tolstoï, exprime l'individualisme, se déclare partisan de l'art « inutile ». Ces idées esthétiques plaisent au public subjugué par les vers d'Alexandre Blok, qui unissent la vie mystique et la poésie. Sous les traits de l'inconnue qu'il poursuit à travers les ruelles sombres, « *dans la brume de la nuit* », Blok entrevoit l'image de la « *Belle Dame* » ► Annexe 8.A).

Les symbolistes accomplissent une œuvre immense : après les années de l'« utilitarisme » social de Belinski ou Nekrassov ► Q31 (« *Nul n'est tenu d'être poète, mais tous doivent être citoyens* »), ils remettent la poésie au goût du jour dans une société qui n'y croit plus. Le symbolisme contribue à la naissance de deux écoles nouvelles : futurisme et acméisme.

Le futurisme se distingue par sa soif de novation audacieuse. Les poètes futuristes tels que Vladimir Maïakovski ou Vélimir Khlebnikov se veulent détachés de toute influence du passé. Ils rejettent le langage classique ; le poète a le droit d'élargir son vocabulaire à l'infini au moyen de néologismes parfois arbitraires.



Le passé est étriqué, l'Académie et Pouchkine sont aussi incompréhensibles que les hiéroglyphes. Jetons Pouchkine, Dostoïevski, Tolstoï et les autres par-dessus bord du steamer de la modernité. »⁽²⁾

Plus de grammaire ni de syntaxe, la langue permet d'aller vers l'infini car le mot crée sa propre signification. Les allitérations harmonieuses cèdent la

place aux sons rauques ; l'absurde règne, comme dans ce poème de Maïakovski, écrit en 1913 : « *Je suis entré chez le coiffeur et calmement j'ai dit : Soyez aimable, peignez-moi les oreilles. Le coiffeur lisse se fit tout d'un coup épineux, et son visage s'allongea en forme de poire* » [► Annexe 8.B].

L'acméisme, théorisé par le poète Goumiliov, vient du mot « acmé » qui signifie « perfection suprême ». Ce mouvement se démarque des symbolistes qu'il juge trop éloignés de la réalité, il n'approuve pas non plus la démarche des futuristes. Pour les acméistes tels qu'Akhmatova, seule compte la valeur éternelle de l'instinct présent, le bruissement des arbres « *joyeux et dénudés* », le « *souffle d'un vent tendre et élastique* » [► Annexe 8.C]

Le cataclysme révolutionnaire

La révolution d'Octobre sonne le glas de cet étonnant essor artistique : le cataclysme révolutionnaire entraîne dans son tourbillon les auteurs, les mettant devant un choix impossible entre l'exil ou la soumission au régime.

Certains, comme Blok dans son ode révolutionnaire *Les Douze* [► Annexe 8.D],

saluent d'abord l'avènement d'une ère nouvelle. Cependant, ils se rendent vite compte que la vie n'a pas changé et, pire, comme Blok l'affirmera dans une note sur *Les Douze*, « *les poux ont vaincu le monde* » et « *1917 n'a pas apporté la liberté espérée* ». La suppression totale de la liberté d'expression en mai 1918 pousse les écrivains à l'exil. D'autres, hostiles au nouveau régime, seront supprimés comme Goumiliov, accusé de participation à un complot antibolchévique et fusillé en août 1921. Cette mort tragique, le poète-chevalier l'avait prédite dans son poème *L'Ouvrier*, écrit en 1918 alors qu'il était engagé volontaire, où il

« La paix et la liberté sont indispensables au poète pour la libération de l'harmonie. Mais on peut aussi les lui enlever. Non pas le bonheur extérieur mais le bonheur créateur. Non pas la liberté enfantine de faire du libéralisme, mais la liberté créatrice, la liberté secrète. Et le poète meurt parce qu'il n'a plus de quoi respirer ; la vie a perdu son sens. »

Blok ⁽²⁾

« Mon escalier est noir, et dans ma tête, arrachée au mur, résonne la sonnette, Et, toute la nuit durant, j'attends mes hôtes chers, agitant à la porte les lourdes chaînes de fer. »

Mandelstam

évoque cet « *homme vieillissant* », occupé « *à fondre la balle* » qui « *sifflera par-dessus l'écume de la Dvina grise* », pour trouver la poitrine du poète.

Lorsque le poète n'a plus de quoi respirer, il meurt, comme meurt Alexandre Blok le 7 août 1921, miné par le désespoir et la maladie.

Il meurt, comme Vladimir Maïakovski qui, après s'être autocensuré pendant une dizaine d'années afin de mieux servir le pouvoir, se suicide le 14 avril 1930. Il meurt, à l'instar du « plus russe des poètes » Sergueï Essenine, le dernier

chantre de la campagne russe, qui se suicide le 27 décembre 1925, terrifié par l'avènement de l'ère moderne, cruelle et inhumaine.

D'autres disparitions tragiques suivront, particulièrement pendant la terreur stalinienne. Mandelstam décrit l'atmosphère de ces années dans son poème *Leningrad*, datant de 1930, où il s'adresse à « Pétersbourg, (sa) ville familière jusqu'aux larmes », qui garde « les numéros et les adresses des morts ». Ossip Mandelstam, arrêté en 1934 et envoyé en exil pour quatre ans, est arrêté à nouveau en 1938 et emprisonné dans le camp de transit de Vladivostok où il meurt d'épuisement.

La littérature officielle

Toutefois, il serait erroné de croire que les œuvres éditées pendant la période soviétique se caractérisent exclusivement par leur attitude dithyrambique envers le pouvoir, au détriment de la qualité littéraire. Bien au contraire, le pouvoir recrute parmi les auteurs talentueux ceux qui seraient prêts à mettre leur don « au service du peuple ». Le *réalisme socialiste*, glorifiant les progrès du régime, est né.

Il serait également erroné de croire que le réalisme socialiste est né exclusivement de la volonté du pouvoir. Dès la fin du XIX^e siècle, on trouve ses précurseurs parmi les écrivains « misérabilistes », dont les œuvres sont marquées par une forte revendication sociale, tels que Demian Bedny (pseudonyme construit à partir de *бедный*, *bedny*, qui signifie *pauvre*) ou encore le célèbre Maxime Gorki (de *горький*, *gorki* qui signifie *amer*).

Le cas de Gorki est représentatif : son œuvre réaliste et pleine d'envolées romantiques, décrivant la vie des classes sociales les plus pauvres et annonçant l'avènement inéluctable des bouleversements politiques, lui apporte, à la veille de la Révolution, une immense popularité ainsi qu'une certaine aisance financière. Gorki s'installe dans un exil volontaire sur l'île de Capri, recevant les écrivains révolutionnaires, dirigeant diverses publications. Après la révolution d'Octobre, il hésite à revenir en Russie ; et il faut l'invitation personnelle de Lénine pour que l'écrivain vieillissant s'y décide. Une grande désillusion l'attend : Gorki est horrifié par la répression des artistes qui n'entrent pas en symbiose avec le régime. L'utilisation de son autorité littéraire pour entériner la doctrine du réalisme socialiste, l'horripile, et il s'efforcera d'aider financièrement et moralement les écrivains indépendants. Profondément déprimé, il meurt en 1936, dans des circonstances mystérieuses. De son immense œuvre littéraire (son roman *La Mère* et son drame *Les bas-fonds* figuraient dans tous les programmes scolaires soviétiques), ne reste aujourd'hui pas grand-chose, et la rue principale de Moscou qui a longtemps porté le nom de Gorki, a retrouvé à la *Pérestroïka* son ancienne appellation de Tverskaïa.

Les écrivains soviétiques s'autocensurent, recevant en échange des récompenses : accès aux magasins et restaurants réservés, voyages à l'étranger, appartements somptueux et résidences secondaires, alloués par l'État. Cependant, c'est peut-être la reconnaissance artistique qui compte le plus : tirages à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, rencontres avec les lecteurs aux quatre coins de l'immense territoire de l'Union soviétique. Comme dit V. Astafiev : « *J'ai dit maintes fois que l'on naît écrivain, mais que l'on devient membre de l'Union des écrivains, et parfois de manière rapide, habile et profitable.* »

Quels sont ces écrivains, membres privilégiés de l'Union des écrivains soviétiques ? Des auteurs respectables comme Paoustovski, Kavérine, Panova... Des poètes comme Tvardovski, rédacteur de la revue *Novy mir* ou Sergueï Mikhalkov, auteur des paroles de l'hymne soviétique, ou encore Simonov avec son célèbre poème *Attends-moi, je reviendrai*, écrit en 1941.

Survivre

Parmi les écrivains de la diaspora, d'aucuns meurent dans la misère et l'indifférence générale, comme Poplavski, d'autres, comme Ivan Chmeliov, s'enferment dans leurs souvenirs nostalgiques ; d'autres encore reviennent en Russie, tel le vieux Kouprine, qui avoue son incapacité à écrire dans l'émigration.

La célèbre poétesse Marina Tsvetaïeva survit à Paris ; elle revient en URSS en 1939 où, acculée au désespoir par l'arrestation de son mari et de sa fille, interdite de séjour dans les capitales, elle met fin à ses jours.

Ceux qui ont choisi de partager les souffrances de la patrie sont bâillonnés : heureusement pour lui, Boris Pasternak maîtrise les langues étrangères car les traductions de Baudelaire, de Verlaine ou de Shakespeare constituent sa seule source de revenus. En revanche, ses propres vers ne sont plus publiés, et son roman *Docteur Jivago* ne sera jamais édité en Russie de son vivant.

Mikhaïl Boulgakov est une autre victime de la censure : dramaturge et romancier, mêlant des observations réalistes et satiriques au burlesque et au fantastique, ce génie voit ses œuvres censurées, tronquées pour être finalement rejetées. Ainsi, son *Cœur de chien* est refusé de publication, son *Endiablade* est retirée des librairies. Sa célèbre pièce *Les jours des Tourbine*, qui décrit une famille noble de Kiev, dont les membres participent par idéal à la guerre civile du côté des Blancs, battus d'avance, est interdite et il faut l'intervention de Staline en personne pour que la pièce continue à être jouée. Déprimé, usé, malade, Boulgakov cache le manuscrit de son roman final, *Maître et Marguerite*, où il fait apparaître le Moscou des années 30 sur un mode irréel, irrationnel, où tout est possible : l'apparition du diable Woland entouré de ses acolytes, la lâcheté et la folie des habitants de la ville. Boulgakov meurt en 1940, épuisé par une longue dépression nerveuse.

Tromper la censure

Malgré la censure, les écrits libres se propagent, telles des pousses d'herbe se frayant un chemin à travers le bitume. Certes, il faut du courage pour lire et transmettre des manuscrits interdits. Ces manuscrits, copiés dans des cahiers d'écoliers ou tapés à la machine en cinq exemplaires au papier carbone, abordent tous les sujets : on y trouve des essais historiques ou philosophiques, des mémoires des rescapés du goulag, des écrits religieux, des œuvres littéraires... La détention et la diffusion de ces manuscrits étant sévèrement punies, on ne peut que s'étonner du nombre relativement faible de délations.

En effet, depuis les tsars, la Russie a l'habitude de la censure et la contourne par ce qu'on appellera *Samizdat*, néologisme composé des mots *sam* (**сам** qui signifie « tout seul, soi-même »), et *izdat*, (**издать**, « éditer »). Le lecteur se procure tout seul sa nourriture spirituelle, accédant aux œuvres de Pasternak, Boulgakov, Akhmatova, et plus tard, à celles de Brodsky, Soljenitsyne, etc.

Les œuvres interdites paraissent également à l'étranger : les rares voyageurs autorisés à se rendre en Occident prennent le risque de transporter des manuscrits. Après le *Samizdat*, vient le *Tamizdat*, du mot *tam* (**там**) qui signifie « là-bas ». L'aventure littéraire se joue du pouvoir : c'est ainsi que paraissent le *Docteur Jivago* de Pasternak ou *Le Premier Cercle* de Soljenitsyne, apportant à leurs auteurs une reconnaissance mondiale immédiate. Soljenitsyne recourt au *Tamizdat* afin d'échapper à l'arrestation imminente : après qu'une amie dépositaire d'une copie de l'*Archipel Goulag* se fut suicidée suite à un interrogatoire musclé du KGB, Soljenitsyne autorise la publication du roman à l'étranger. L'Occident découvre, stupéfait, la vérité atroce des camps de travail soviétiques, et l'auteur du roman subversif échappe à la prison, en s'exilant en Suisse.

Dans le bras de fer engagé contre la censure, un cas mérite une attention particulière : le roman de Vassili Grossman, *Vie et destin*. La première partie de cette épopée, *Pour une juste cause*, racontant la bataille de Stalingrad dans la pure tradition tolstoïenne, est publiée dans la revue *Znamia*. Fidélité à l'idéologie, mais aussi des personnages attachants et une fine analyse psychologique, telles sont les caractéristiques de cette première partie qui franchit sans encombres les filets de la censure. En 1961, Grossman présente le manuscrit de la deuxième partie, intitulée *Vie et destin*, à Kojevnikov, rédacteur en chef de la revue *Znamia*. Après l'avoir lu, Kojevnikov, terrorisé, remet le manuscrit au KGB. Le lendemain, deux hommes viennent au domicile de l'auteur, perquisitionnent et saisissent tous les exemplaires du manuscrit, les brouillons, les rubans ayant servi à taper le livre, jusqu'au papier carbone, sous prétexte qu'on pourrait lire « *par transparence* ». L'auteur n'est pas arrêté, mais trois ans plus tard, l'esprit brisé, il est emporté par un cancer. Le manuscrit approximatif du livre est publié en 1980 en

Occident, et il faudra attendre la *Pérestroïka* pour la publication en Russie du manuscrit conservé au KGB.

Qu'y a-t-il donc de si subversif dans ce manuscrit au destin exceptionnel ? Décrivant le moment-charnière de la victoire soviétique qu'est la bataille de Stalingrad, Grossman démontre la similitude troublante des idéologies soviétique et nazie, lesquelles, bien qu'opposées dans le conflit militaire de la Seconde Guerre mondiale, ne présentent en réalité que deux faces du même système d'oppression totalitaire.

Les prix Nobel

Bâillonnée mais pleine d'énergie, la littérature russe du xx^e siècle attire l'attention de l'Occident, remportant cinq fois la récompense suprême du prix Nobel.

Cependant, les vicissitudes historiques trouvent leur reflet jusque dans l'attribution de ce prix. Trois des cinq auteurs primés vivent en exil, méconnus du lecteur soviétique : Ivan Bounine (1933), Alexandre Soljenitsyne (1970), et le poète Joseph Brodski (1987). Le quatrième, Boris Pasternak (1958), ne pourra jamais se rendre en Suède à la cérémonie officielle, faute d'avoir obtenu l'autorisation du pouvoir. Enfin, le cinquième, Mikhaïl Choukhov (1965), digne représentant du réalisme socialiste, se voit contester la paternité de son roman *Le Don paisible*, provoquant l'un des plus grands scandales littéraires du siècle.

Ne jamais perdre courage, ÉCRIRE quoi qu'il arrive, écrire contre les vents et marées des événements politiques, écrire sous la menace de l'arrestation, écrire non seulement sans espoir de publication, mais même sans espoir d'être lu – tel est le grand enseignement que nous ont légué les auteurs russes du xx^e siècle.

Pour en savoir plus

- Vassili GROSSMAN, *Vie et destin*, Julliard-L'Age d'homme, 1983
- Vassili GROSSMAN, *Tout passe*, éditions L'Age d'homme
- Alexandre SOLJENITSYNE, *Le chêne et le veau*, Seuil, 1975.
- Boris PASTERNAK, *Docteur Jivago*, Livre de poche
- *Anthologie de la poésie russe, la renaissance du XX^e siècle*, YMCA-PRESS, 1991.

Notes

1. Dans son célèbre tableau, *La Russie qui s'en va*, Nesterov a immortalisé les visages de la société russe d'avant la révolution.
2. Premier manifeste futuriste, intitulé *Une gifle au goût du public*, 1912.
3. Blok, discours prononcé le 11 février 1921 lors de la célébration de l'anniversaire de la mort de Pouchkine.

Aujourd'hui la Russie

Pays-continent, avec son gigantesque territoire, son climat extrême, ses énormes ressources en matières premières, mais aussi sa richesse culturelle, ses écrivains, ses musiciens, ses scientifiques... : la Russie ne laisse pas de nous impressionner.

Après un xx^e siècle marqué par la révolution d'Octobre, les guerres, la dictature stalinienne, l'accès durant quelques décennies au statut de superpuissance, ce pays vit aujourd'hui une transition chaotique. Malgré la puissance d'une oligarchie souvent peu scrupuleuse du bien commun, malgré la corruption endémique et l'absence de véritables contre-pouvoirs, la Russie se doit de mettre en œuvre un modèle de développement qui puisse concilier liberté et stabilité, paix sociale et croissance, indépendance et participation à la gouvernance mondiale.

La Russie est-elle un pays démocratique ? Un pays pacifique ? Son économie est-elle libérale ? Son système éducatif égalitaire ? Sa démographie renaissante ? C'est à ces questions et à beaucoup d'autres que répondent les quatre chercheurs et enseignants qui signent cet ouvrage de « Questions ouvertes ».



La collection « Questions ouvertes », rédigée par des spécialistes, éclaire ce qui peut être sujet à controverse et problématise pour mieux saisir les enjeux de nos sociétés. Les thèmes traversent aussi bien les programmes d'enseignement que les débats d'actualité.

Directeur de collection : Jean-Pierre Comert

PRIX : 17,90 €
ISSN : 1969-5543
ISBN : ... 978-2-86626-430-7
RÉF : 340QA065



9 782866 264307